



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL JUSTICE, FREEDOM AND SECURITY

Director General

Brussels,
JLS/F3/JV/cn D(2010) 1984

**NOTE FOR THE ATTENTION OF MS CECILIA MALMSTRÖM,
COMMISSIONER**

**Subject: Data Retention Directive - ruling of the ECJ of 4 February 2010 against
Sweden**

On 4 February 2010 the European Court of Justice ruled that by failing to adopt within the period stipulated by the Directive 2006/24/EC (Data Retention), i.e. 15 September 2007, Sweden has failed to fulfil its obligation under this Directive.

In its defence, Sweden acknowledged the infringement, and stated that the provisions transposing Directive 2006/24 should enter into force on 1 April 2010 (see section 8 the ruling attached in annex 1).

Following the ruling, Minister of Justice Ms Beatrice Ask allegedly stated that she sees no reason to speed up the legislative process. The Representation of the Commission in Stockholm reported that it seems as no proposal would be tabled before the general elections in September this year. In this manner the government most likely wishes to avoid any new controversial proposals in the pre-election period (see annex 2).

If the Court finds that a Member State has failed to fulfil an obligation, the Member State concerned must bring the failure to an end without delay. It is administrative practice to send a so-called pre-260 letter to the Member State within a month of the ruling, to remind it of its obligation to take necessary measures immediately and inform the Commission within two months. Such letters were sent to Ireland and Greece after a similar ruling on 26 November 2009¹.

In annex 3 you will find such letter to be addressed to Sweden. In it, the Commission requests Sweden to inform it within two months of the date of the judgment of the measures which it has taken in order to comply with the terms of that judgment. Moreover, the letter acknowledges the statement of the Swedish Minister of Justice and requests her to clarify the position of Sweden.

¹ Cases C-209/09 and C-211/09

If after the two month period the Commission considers that Sweden did not comply with the judgement of the Court, it may bring the case before the Court and specify a lump sum that it considers appropriate to be paid by Sweden if the Court finds that the latter has not complied with its judgment (Article 560 TFEU).

Jonathan Faull

Annexes: 1. Judgement of the Court of 4 February 2010 (1.A - French and 1.B - Swedish)
2. Flash Report
3. Draft letter COM to SE

cc. Ms Maria Asenius, Head of Cabinet of Commissioner Ms C. Malmström
Mr Martin Selmayr, Head of Cabinet of Vice President Ms V. Reding
Mr Soren Schonberg, Member of Cabinet of Ms C. Malmström

AVIS JURIDIQUE IMPORTANT: Les informations qui figurent sur ce site sont soumises à une clause de "non-responsabilité" et sont protégées par un copyright.

ARRÊT DE LA COUR (sixième chambre)

4 février 2010 (*)

«Manquement d'État – Directive 2006/24/CE – Communications électroniques – Conservation des données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques – Non-transposition dans le délai prescrit»

Dans l'affaire C-185/09,

ayant pour objet un recours en manquement au titre de l'article 226 CE, introduit le 26 mai 2009,

Commission européenne, représentée par M^{me} L. Balta et M. U. Jonsson, en qualité d'agents, ayant élu domicile à Luxembourg,

partie requérante,

contre

Royaume de Suède, représenté par M^{me} A. Falk et M. A. Engman, en qualité d'agents,

partie défenderesse,

LA COUR (sixième chambre),

composée de M^{me} P. Lindh, président de chambre, MM. U. Løhmus (rapporteur) et A. Ó Caoimh, juges,

avocat général: M. P. Mengozzi,

greffier: M. R. Grass,

vu la procédure écrite,

vu la décision prise, l'avocat général entendu, de juger l'affaire sans conclusions,

rend le présent

Arrêt

- 1 Par sa requête, la Commission des Communautés européennes demande à la Cour de constater que, en n'ayant pas adopté les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil, du 15 mars 2006, sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE (JO L 105, p. 54),

ou, en tout état de cause, en ne lui ayant pas communiqué lesdites dispositions, le Royaume de Suède a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive.

- 2 Aux termes de l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2006/24, les États membres devaient mettre en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à celle-ci au plus tard le 15 septembre 2007 et en informer immédiatement la Commission.

La procédure précontentieuse

- 3 En l'absence de toute information indiquant que le Royaume de Suède avait adopté les dispositions requises pour se conformer à la directive 2006/24, la Commission a, le 27 novembre 2007, adressé à cet État membre une lettre de mise en demeure l'invitant à présenter ses observations conformément à la procédure prévue à l'article 226, premier alinéa, CE.
- 4 Par lettre du 25 janvier 2008, le Royaume de Suède a répondu à cette mise en demeure en indiquant que la législation nationale transposant ladite directive devrait entrer en vigueur au cours du premier trimestre de l'année 2009.
- 5 Constatant qu'elle ne disposait d'aucune autre information lui permettant de conclure que les mesures nécessaires à la transposition de la directive 2006/24 dans l'ordre juridique interne avaient effectivement été adoptées, la Commission a, le 23 septembre 2008, émis un avis motivé invitant le Royaume de Suède à prendre les mesures nécessaires pour se conformer à cet avis dans un délai de deux mois à compter de la réception de celui-ci.
- 6 Dans sa réponse du 21 novembre 2008, ledit État membre a fait état de retards intervenus dans le calendrier fixé pour la transposition de la directive 2006/24, mais il a indiqué que le travail législatif visant à assurer une telle transposition se poursuivait et que la Commission serait tenue informée de sa progression.
- 7 N'ayant reçu aucune autre information du Royaume de Suède et ne disposant d'aucun élément indiquant que les dispositions requises pour transposer la directive 2006/24 dans l'ordre juridique interne de cet État membre avaient été adoptées, la Commission a introduit le présent recours.

Sur le recours

- 8 Dans son mémoire en défense, le Royaume de Suède reconnaît le bien-fondé du manquement qui lui est reproché. Il fait valoir que les dispositions assurant la transposition de la directive 2006/24 devraient pouvoir entrer en vigueur le 1^{er} avril 2010.
- 9 Selon une jurisprudence constante, l'existence d'un manquement doit être appréciée en fonction de la situation de l'État membre telle qu'elle se présentait au terme du délai fixé dans l'avis motivé et les changements intervenus par la suite ne sauraient être pris en compte par la Cour (voir, notamment, arrêts du 14 septembre 2004, Commission/Espagne, C-168/03, Rec. p. I-8227, point 24, et du 26 novembre 2009, Commission/Grèce, C-211/09, point 7).
- 10 En l'espèce, il est constant que le Royaume de Suède n'avait pas pris, à l'expiration du délai imparti dans l'avis motivé, les mesures nécessaires pour assurer la transposition de la directive 2006/24 dans son ordre juridique.
- 11 Il s'ensuit que le recours introduit par la Commission doit être considéré comme fondé.

- 12 Par conséquent, il convient de constater que, en n'ayant pas adopté, dans le délai prescrit, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 2006/24, le Royaume de Suède a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive.

Sur les dépens

- 13 Conformément à l'article 69, paragraphe 2, du règlement de procédure, toute partie qui succombe est condamnée aux dépens, s'il est conclu en ce sens. La Commission ayant conclu à la condamnation du Royaume de Suède et celui-ci ayant succombé en ses moyens, il y a lieu de le condamner aux dépens.

Par ces motifs, la Cour (sixième chambre) déclare et arrête:

- 1) En n'ayant pas adopté, dans le délai prescrit, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil, du 15 mars 2006, sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE, le Royaume de Suède a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive.**

- 2) Le Royaume de Suède est condamné aux dépens.**

Signatures

* Langue de procédure: le suédois.

VIKTIGT RÄTTSLIGT MEDDELANDE: Informationen på denna webbplats omfattas av en ansvarsfriskrivning och ett meddelande om upphovsrätt.

DOMSTOLENS DOM (sjätte avdelningen)

den 4 februari 2010 (*)

”Fördragsbrott – Direktiv 2006/24/EG – Elektronisk kommunikation – Lagring av uppgifter som genererats eller behandlats i samband med tillhandahållande av elektroniska kommunikationstjänster – Underlåtenhet att införliva inom den föreskrivna fristen”

I mål C-185/09,

angående en talan om fördragsbrott enligt artikel 226 EG, som väckts den 26 maj 2009,

Europeiska kommissionen, företrädd av L. Balta och U. Jonsson, båda i egenskap av ombud, med delgivningsadress i Luxemburg,

sökande,

mot

Konungariket Sverige, företrädd av A. Falk och A. Engman, båda i egenskap av ombud,

svarande,

meddelar

DOMSTOLEN (sjätte avdelningen)

sammansatt av avdelningsordföranden P. Lindh samt domarna U. Löhmus (referent) och A. Ó Caoimh,

generaladvokat: P. Mengozzi,

justitiesekreterare: R. Grass,

efter det skriftliga förfarandet,

med hänsyn till beslutet, efter att ha hört generaladvokaten, att avgöra målet utan förslag till avgörande,

följande

Dom

- 1 Europeiska gemenskapernas kommission har yrkat att domstolen ska fastställa att Konungariket Sverige har underlåtit att uppfylla sina skyldigheter enligt Europaparlamentets och rådets direktiv 2006/24/EG av den 15 mars 2006 om lagring av uppgifter som genererats eller behandlats i samband med tillhandahållande av allmänt tillgängliga elektroniska

kommunikationstjänster eller allmänna kommunikationsnät och om ändring av direktiv 2002/58/EG (EUT L 105, s. 54), genom att inte anta de lagar och andra författningar som är nödvändiga för att följa direktivet eller i vart fall genom att inte underrätta kommissionen om detta.

- 2 Enligt artikel 15.1 i direktiv 2006/24 ska medlemsstaterna sätta i kraft de lagar och andra författningar som är nödvändiga för att följa detta direktiv senast den 15 september 2007 och genast underrätta kommissionen härom.

Det administrativa förfarandet

- 3 Kommissionen saknade upplysningar som visade att Konungariket Sverige hade antagit de bestämmelser som är nödvändiga för att följa direktiv 2006/24. I enlighet med förfarandet i artikel 226 första stycket EG sände kommissionen därför den 27 november 2007 en formell underrättelse och uppmanade denna medlemsstat att inkomma med sina synpunkter.
- 4 Konungariket Sverige besvarade den formella underrättelsen genom skrivelse av den 25 januari 2008, i vilken det angavs att den nationella lagstiftning som ska införliva direktivet skulle komma att träda i kraft under första kvartalet år 2009.
- 5 Kommissionen hade inte tillgång till några andra uppgifter som gjorde det möjligt att dra slutsatsen att de åtgärder som är nödvändiga för att införliva direktiv 2006/24 med den nationella rättsordningen hade vidtagits. Kommissionen avgav därför den 23 september 2008 ett motiverat yttrande, i vilket den uppmanade Konungariket Sverige att vidta nödvändiga åtgärder för att följa yttrandet inom två månader från mottagandet av detsamma.
- 6 I sin svarsskrivelse av den 21 november 2008 gjorde medlemsstaten gällande att det hade uppstått förseningar i tidsplanen för införlivandet av direktiv 2006/24. Medlemsstaten angav dock att lagstiftningsarbetet avseende införlivandet fortgick och att kommissionen skulle hållas underrättad om dess fortskridande.
- 7 Kommissionen hade inte mottagit några andra upplysningar från Konungariket Sverige och hade inte tillgång till några uppgifter som visade att de bestämmelser som är nödvändiga för att införliva direktiv 2006/24 med den nationella rättsordningen hade antagits. Kommissionen väckte därför förevarande talan.

Talan

- 8 Konungariket Sverige har i sitt svaromål medgett det påstådda fördragsbrottet. Konungariket Sverige har gjort gällande att de bestämmelser som säkerställer införlivandet av direktiv 2006/24 förväntas kunna träda i kraft den 1 april 2010.
- 9 Förekomsten av ett fördragsbrott ska enligt fast rättspraxis bedömas mot bakgrund av den situation som rådde i medlemsstaten vid utgången av den frist som har angetts i det motiverade yttrandet, och domstolen ska inte beakta senare förändringar (se, bland annat, dom av den 14 september 2004 i mål C-168/03, kommissionen mot Spanien, REG 2004, s. I-8227, punkt 24, och av den 26 november 2009 i mål C-211/09, kommissionen mot Grekland, REG 2009, s. I-0000, punkt 7).
- 10 Det är i förevarande mål utrett att Konungariket Sverige vid utgången av den frist som har angetts i det motiverade yttrandet inte hade vidtagit de åtgärder som var nödvändiga för att säkerställa införlivandet av direktiv 2006/24 med den nationella rättsordningen.
- 11 Härav följer att kommissionens talan ska bifallas.

- 12 Domstolen finner således att Konungariket Sverige har underlåtit att uppfylla sina skyldigheter enligt direktiv 2006/24, genom att inte inom den föreskrivna fristen anta de lagar och andra författningar som är nödvändiga för att följa direktivet.

Rättegångskostnader

- 13 Enligt artikel 69.2 i rättegångsreglerna ska tappande part förpliktas att ersätta rättegångskostnaderna, om detta har yrkats. Kommissionen har yrkat att Konungariket Sverige ska förpliktas att ersätta rättegångskostnaderna. Eftersom Konungariket Sverige har tappat målet, ska kommissionens yrkande bifallas.

Mot denna bakgrund beslutar domstolen (sjätte avdelningen) följande:

- 1) Konungariket Sverige har underlåtit att uppfylla sina skyldigheter enligt Europaparlamentets och rådets direktiv 2006/24/EG av den 15 mars 2006 om lagring av uppgifter som genererats eller behandlats i samband med tillhandahållande av allmänt tillgängliga elektroniska kommunikations-tjänster eller allmänna kommunikationsnät och om ändring av direktiv 2002/58/EG, genom att inte inom den föreskrivna fristen anta de lagar och andra författningar som är nödvändiga för att följa direktivet.**

- 2) Konungariket Sverige ska ersätta rättegångskostnaderna.**

Underskrifter

Summary :

Today's ECJ judgement against Sweden for failure of transposing the Data Retention Directive (2006/24/EC) was expected and justice minister Beatrice Ask has commented that she sees no reason to speed up the legislative process.

Content :

It is an important question of principle, Ask declares, to what extent you can oblige private enterprises to store personal data. She will not give any details on when a possible proposal could be presented, despite Sweden having declared to the Court that a proposal would be expected to enter into force on 1 April 2010.

It now seems as no proposal would be tabled before the general elections in September this year. The government most likely wishes to avoid any new controversial proposals in the pre-election period, with the turbulence surrounding the adoption of the "FRA" (radio surveillance) law in October last year in fresh memory.

Mobile and internet operators have also been critical to the Directive, stating that it would be costly for them to ensure the capacity to store data as required. The Directive was adopted in March 2006 and the deadline for transposing the directive into national law was in September 2007.

Disclaimer	:	<i>The access to the political reports is restricted. The information contained in this report is intended solely for the attention and use of the intended recipient. It should not be forwarded or circulated. Any disclosure of this information violates article 17 of the Staff Regulation.</i>
Notification scheme	:	<i>[FLASH REPORTS - ALL REPS PUBLICATION (full content)]</i>
Generated on	:	<i>04/02/2010 16:25:52</i>



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL JUSTICE FREEDOM AND SECURITY

The Director-General

Brussels,
DG[] D(200)

Your Excellency,

On 4 February 2010, the European Court of Justice gave its judgment in Case 185/09, with regard to the failure by Sweden to adopt the measures necessary to transpose Directive 2006/24/EC into its national law.

The Court ruled that:

*"(e)n n'ayant pas adopté, dans le délai prescrit, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil, du 15 mars 2006, sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE, le Royaume de Suède a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive."*²

In this judgment, the Court observes that Sweden has stated that its legal measures transposing Directive 2006/24/EC are able to enter into force as of April 1st, 2010.³

However, the Swedish minister of Justice, Beatrice Ask, would have made a public statement shortly after the Court ruled on the abovementioned case, saying that no proposal for the implementation of Directive 2006/24/EC will be tabled until after the general national elections foreseen in autumn 2010.

I should be grateful if you would inform my services, within two months of the date of the above-mentioned judgment, of the measures which your authorities have taken in order to comply with the terms of that judgment, forwarding copies of the adopted measures at the same time.

I would equally appreciate if you could clarify the apparent discrepancy between the abovementioned statements in regard to the foreseen entering into force of the measures transposing Directive 2006/24/EC, providing my department with a precise timetable of the adoption of your legislation.

Yours faithfully,

<Jonathan FAULL>

² Case C-185/09, par. 13

³ Case C-185/09, par. 8